

Vigilance au sommet, négligences au niveau local

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5032 - Lundi 16 mars 2020 - Prix : 10 DA

Tribunal de Sidi M'hamed

Reprise du procès de l'ancien DGSN Abdelghani Hamel

Page 24

Loi de finances complémentaire 2020

Le Premier ministre assure : «Tous les verrous qui empêchent l'investissement disparaîtront»

Page 3

Deux ou trois choses que l'on sait maintenant de lui

Par Mohamed Habili

Tant qu'on ne savait pas grand-chose du Covid-19, on pouvait non seulement le sous-estimer, mais se bercer de l'illusion qu'il est possible d'être épargné par lui. Non pas nécessairement en tant qu'individu sans doute, mais en tant que collectivité nationale. Avec la quarantaine de cas confirmés chez nous, il est clair que nous ne le serons pas par lui, pas plus que ne l'ont été les Chinois, les Asiatiques, les Européens, ou les autres. Quand il a contaminé des dizaines, c'est que ses victimes ne vont pas tarder à se compter en centaines, puis en milliers. Il n'y a aucune raison de penser qu'il sera moins diligent chez nous. Cette progression exponentielle s'est observée dans tous les pays qu'il a envahis. Elle se verra chez nous aussi. Au jour d'aujourd'hui, et au vu de ce qui s'est passé ailleurs, nous savons également qu'il vaut mieux courir devant lui que derrière lui. La méthode consistant à s'adapter à lui, à mesure de sa progression, n'est pas la bonne, ainsi qu'on peut s'en rendre compte sur les trois exemples les plus proches de nous, ceux de l'Italie, de la France, et de l'Espagne. Il ne faut pas attendre que le nombre des contaminations atteigne les centaines, ou les milliers, pour prendre les mesures les plus radicales en vue de le bloquer ou même seulement de le ralentir. Quand ce nombre se chiffre en unités, la prudence commande de le prendre comme s'il était déjà en dizaines. Et en centaines, quand ce chiffre est en dizaines.

Suite en page 3

L'Algérie se dresse par tous les moyens contre le coronavirus

Djerad : «Le pays est face à une pandémie mondiale et on accuse le gouvernement d'être derrière...»

● Les contaminations s'élèvent à 48 cas et un quatrième décès enregistré



PH/D. R.

L'Algérie vient d'enregistrer son quatrième décès, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le sujet décédé est une femme âgée de 84 ans de Blida, la wilaya la plus touchée par le virus. Lire page 2

Armée/Formation

Le général-major Chanegriha préside la réunion annuelle des cadres du système de formation

Page 4

Internet

Google célèbre le 90^e anniversaire de la naissance du plasticien Mohammed Khadda

Page 13



Covid-19

L'Algérie se dresse par tous les moyens contre le coronavirus

Djerad : «Le pays est face à une pandémie mondiale et on accuse le gouvernement d'être derrière...»

Les contaminations s'élèvent à 48 cas et un quatrième décès enregistré.

■ L'Algérie vient d'enregistrer son quatrième décès, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le sujet décédé est une femme âgée de 84 ans de Blida, la wilaya la plus touchée par le virus.

Par Louiza Ait Ramdane

O nze nouveaux cas de coronavirus ont été confirmés en Algérie, portant à 48 cas confirmés avec quatre décès, a indiqué hier, un communiqué du ministère de la Santé, ajoutant que les neuf cas contacts ont été enregistrés également à Blida qui étaient en contact avec les premiers cas, ainsi que deux autres nouveaux cas dans la wilaya de Guelma.

L'enquête épidémiologique se poursuit pour retrouver et identifier toutes les personnes contacts, a indiqué le ministère de la Santé, soulignant que le dispositif de veille et d'alerte mis en place demeure en vigueur et la mobilisation des équipes de santé reste à son plus haut niveau. Le ministère de la Santé a rappelé le strict respect des mesures préventives suivantes: se laver les mains à l'eau et au savon liquide, ou par friction avec une solution hydro-alcoolique, se couvrir la bouche et le nez en cas de toux ou d'éternuement avec le pli du coude ou un mouchoir en papier à usage unique et de s'en débarrasser immédiatement après utilisation et se laver les mains. Le site internet du ministère de la Santé www.sante.gov.dz est mis à la disposition de la population pour plus d'informations.

A noter que le coronavirus a fait au moins 5 796 morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine, selon un nouveau bilan divulgué hier, par l'OMS. Plus de 154 620 cas d'infections ont été dénombrés dans 139 pays et territoires depuis le début de l'épidémie.

Plusieurs millions de dollars de matériels importés pour faire face au coronavirus

Pour faire face au coronavirus, l'Algérie a importé, en une semaine, plusieurs millions de dollars de matériels, a indiqué hier, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, lors de son passage sur les ondes de la Radio nationale. «En une semaine, nous avons importé plusieurs millions de dollars de matériels, de caméras thermiques, de kits, de gants pour pallier les insuffisances que nous avons au début», a-t-il indiqué à la Chaîne 3 de la Radio nationale.

Interrogé sur la disponibilité du matériel médical pour faire face à ce virus, notamment les réactifs, les bavettes, du gel hydroalcoolique, le Premier ministre a assuré que «c'est disponible et nous continuons d'en acheter», ajoutant que «pas plus tard qu'hier (samedi), un avion



PH.D.R.

désirez mais prenez vos précautions»

Interrogé sur le hirak et la poursuite des rassemblements publics, M. Djerad a appelé les citoyens qui participent hebdomadairement au hirak populaire à faire preuve de vigilance et à prendre les précautions nécessaires. «Vous pouvez sortir comme vous le désirez mais prenez vos précautions pour ne pas compromettre votre santé, celle de vos voisins, vos mères et vos pères et éviter de les exposer au risque», car si la maladie venait à se propager à travers le territoire national «nous passerons à un autre stade». «Je veux dire à mes frères et sœurs du hirak que nous ne sommes pas en quête d'une instrumentalisation politique à l'instar de certains. Toutefois, je leur dis, soyez vigilants car il y a de votre santé et de votre vie».

Par ailleurs, le Premier ministre, a mis en garde contre «les manipulations et les voix qui souhaitent mener le pays vers le chaos». «Je pense que les Algériens sont très conscients de cela. Il faut faire très attention aux manipulations et aux voix qui souhaitent mener le pays vers le chaos», a-t-il indiqué à la Chaîne III de la Radio nationale, répondant à une question sur «l'accusation portée par certains militants du hirak de la supposée tentative d'instrumentalisation du coronavirus pour les empêcher de sortir et de manifester». «Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise face à l'absurdité. Aujourd'hui, le pays est face à une pandémie mondiale et on accuse le gouvernement d'être derrière cela, entre le sublime et le ridicule, il y a un pas», a-t-il ajouté, appelant «nos frères et sœurs qui sortent le vendredi à faire attention, il s'agit de leur vie et de leur santé». Il a affirmé que les Algériens le savent, «le hirak du 22 février n'est plus le hirak d'aujourd'hui», expliquant qu'«il y a une évolution et c'est à eux d'apprécier, individuellement et collectivement. La responsabilité est individuelle et collective, nos jeunes souhaitent, par leur fougue aller vers des ruptures, mais il faut y aller de manière sereine et intelligente».

Le Premier ministre a relevé qu'au niveau du hirak «certains croient que le gouvernement cherche à trouver des justifications politiques pour l'interdire», prétendant que «le peuple est contre ses dirigeants est un mensonge», a souligné le Premier ministre: «aujourd'hui, à l'heure où je vous parle, le président de la République est dans son bureau en train de suivre les évolutions».

L. A. R.

chargé de ce matériel est arrivé en provenance des Emirats. Nous avons importé aussi de France et de plusieurs pays européens tels que le Danemark, et la Norvège». M. Djerad a soutenu que «nous devons prendre toutes nos précautions. Ne nous affolons pas. C'est qu'il faut comprendre c'est qu'il n'y a pas un médicament, un vaccin, pour cette maladie», a-t-il dit, relevant que l'essentiel est d'essayer «de cloisonner, de circonscrire et de faire une sorte de barrière pour que le virus n'évolue pas à travers le territoire national». «C'est ça ce que les gens doivent comprendre, quand on leur dit de ne pas sortir, de ne pas aller dans des parcs, ne pas laisser les enfants dehors, pour essayer de limiter, un tant soit peu l'évolution de ce virus», a-t-il souligné.

L'Etat a pris «toutes les dispositions» sur le plan sanitaire, pour prendre en charge des cas qui se présentent, a-t-il assuré, soulignant qu'il n'y a pas un cas qui est admis dans un hôpital et «qu'on a laissé partir comme certains le prétendent».

Dans ce cadre, le Premier ministre a mis en garde contre «les manipulations, je dis aux citoyens faites très attention à cela». Il a indiqué qu'il y a «différentes étapes que nous avons limitées et délimitées, en coopération avec l'OMS», relevant la présence, hier, d'un représentant de l'OMS en Algérie, qui «a vu notre travail, les dispositions prises, il a reconnu que l'Algérie fait des efforts très importants et a les moyens de prendre en charge ses malades et de prévenir les cas qui se présentent à l'avenir».

A une question sur une éventuelle fermeture des mosquées,

Abdelaziz Djerad, a annoncé la tenue, hier, d'une réunion avec des savants musulmans pour «examiner les fondamentaux de la charia» et étudier «toutes les possibilités» pouvant limiter la propagation du coronavirus. «Je laisse donc aux experts et aux spécialistes de cette question le soin de prendre les mesures nécessaires allant dans l'intérêt de nos concitoyens», a-t-il ajouté.

La suspension totale des vols aériens vers l'Europe nécessite une étude minutieuse

Au sujet de la suspension des vols en provenance et à destination de l'Europe, classée épicentre de la pandémie, Djerad a expliqué que plusieurs vols ont été suspendus et que le gouvernement prendra des mesures «responsables» et «adéquates». Il a déclaré que la suspension totale des vols de et vers l'Europe au titre de mesure préventive contre la propagation du coronavirus interviendra après une étude minutieuse et objective, mettant en avant la responsabilité du gouvernement à rapatrier des citoyens qui sont bloqués à l'étranger. Le Premier ministre a assuré que les autorités ne veulent pas se précipiter à prendre des mesures qui ne correspondent pas à la réalité. «Nous avons une responsabilité à assumer vis-à-vis de nos citoyens. Nous devons rapatrier les Algériens bloqués à l'étranger. C'est cela qui nous intéresse le plus», a expliqué le Premier ministre, ajoutant que l'option de la suspension totale des vols est possible en tenant compte de l'évolution de la situation pandé-

mique. «Nous devons analyser la situation et envisager graduellement des mesures de manière à prendre nos responsabilités», a-t-il également clarifié.

Maintien de deux traversées maritimes pour rapatrier les passagers algériens

L'Entreprise nationale de transport maritime des voyageurs (ENTMV) a annoncé, hier, que les traversées maritimes reliant l'Algérie à la France du dimanche au mercredi du mois courant seront maintenues pour rapatrier les passagers algériens.

Il s'agit des traversées maritimes à bord du navire «Tariq Ibn Ziyad» qui va assurer la liaison Alger-Marseille du lundi 16 mars et Marseille-Alger du mercredi 18 mars, a précisé dimanche l'ENTMV dans un communiqué. Il s'agit également du navire «El Djazair II» qui va assurer la liaison Oran-Marseille du dimanche 15 mars et Marseille-Oran du mardi 17 mars, a indiqué la même source.

L'ENTMV a assuré, dans le même cadre que le gel des traversées maritimes en raison de l'épidémie du virus coronavirus commencera jeudi 19 mars. L'ENTMV avait décidé, dimanche, de suspendre temporairement toutes ses traversées maritimes en raison du niveau de propagation du coronavirus, tout en annonçant que ce gel s'étalera jusqu'à l'amélioration de la situation pandémique.

Djerad au sujet du hirak : «Vous pouvez sortir comme vous le

Covid-19

Lutte contre la propagation du Covid-19

Vigilance au sommet, négligences au niveau local

■ À l'heure où l'Algérie tente par tous les moyens d'endiguer l'expansion du coronavirus notamment à Blida, la première wilaya la plus touchée par ce virus et ce, en enregistrant quatre morts et quarante huit cas à ce jour, il est primordial de prendre les mesures drastiques afin de freiner, autant que faire se peut, la contagion.

Par Meriem Benchaouia

Malheureusement, c'est loin d'être le cas si l'on se réfère aux professionnels de santé. En première ligne, ces derniers dénoncent la gestion «chaotique» des autorités sanitaires locales et les insuffisances des mesures de protection qui pourraient donner lieu à «une situation désastreuse». Selon eux, ce n'est pas le Covid-19 qui inquiète, c'est plutôt le comportement «irresponsable des responsables» qui minimise la situation. «L'épidémie est prise à la légère», nous dit-on.

Mais face au manque d'accompagnement et même parfois de reconnaissance de la part de ces derniers, la colère des praticiens, elle aussi, ne cesse de croître. Notre interlocuteur, qui a lui-même rapporté le témoignage de plusieurs collègues, déplore un comportement inapproprié et dangereux.

Selon plusieurs témoignages, lors de l'épisode du patient qui s'est échappé de l'hôpital de Boufarik après avoir été mis en quarantaine à cause de son infection par le coronavirus, l'un des responsables s'est permis même d'arracher les masques aux personnels soignant en prétendant que la situation ne nécessitait pas de telles mesures de protection. Devant une telle inconséquence on ne peut que s'insurger, rajoute notre interlocuteur.

Des consignes venues du ministère de la Santé reçues trois semaines après, que les



PH. > D. R.

principaux concernés ne jugent pas vraiment claires ni cohérentes. Des masques non conformes aux normes des autorités de santé, la liste des manquements constatés de la part des autorités sanitaires est trop longue, c'est pourquoi on doit, toujours selon nos sources, dénoncer voire exiger le départ des responsables qui par leur incompétence risquent de mettre la vie des Algériens en péril. Sans parler du sentiment d'être abandonné et livré à soi-même : celui ressenti par le personnel soignant qui «s'inquiète véritablement de la manière dont

tout cela est géré», mais surtout celui des patients contraints à une mise en quarantaine qui prend des allures cauchemardesques. Effectivement, nombreux sont les patients qui se sont plaints des conditions inhumaines de confinement où aucune intimité ni dignité n'est préservée et encore moins respectée. Ainsi, «les conditions insupportables de confinement, conjuguées au stress dû à la maladie, peuvent pousser d'autres patients à commettre des actes désespérés». Notre interlocuteur en est persuadé, c'est pourquoi il insiste et appelle à la responsa-

bilité de chacun. Pour lui, ce message doit être partagé, dans toutes les wilayas du pays, car l'heure est grave et les conséquences sanitaires à venir peuvent être désastreuses.

Nous avons tenté d'entrer en contact téléphonique avec Ahmed Djemai, directeur de la Santé et de la population à la wilaya de Blida, pour recueillir sa version des faits, mais en vain. Il convient de noter que dans la situation actuelle il est sûrement surchargé de travail, ce qui explique que nous n'avons pu le joindre, malgré nos multiples tentatives. **M. B.**

Loi de finances complémentaire 2020

Djerad assure : «Tous les verrous qui empêchent l'investissement disparaîtront»

À travers la loi de finances complémentaire (LFC) qui constituera «le début d'une rupture» et l'occasion de construire un «système économique réel», le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a affirmé que le gouvernement veillera à la levée de tous les verrous se dressant devant les investisseurs nationaux et étrangers. Dans le cadre de la loi de finances complémentaire 2020, «tous les verrous qui empêchent l'investissement national et étranger vont disparaître», a indiqué, hier, sur les ondes de la Radio nationale, le Premier ministre Abdelaziz Djerad, assurant que ce texte va donner une nouvelle dynamique et une autre vision à l'investissement. Selon lui, «cette loi va être le début d'une rupture progressive et de la construction d'un sys-

tème économique réel. Elle va mettre un terme à tout ce qui a été fait pour bloquer les investissements et pour empêcher l'Algérie de construire une réelle économie. Nous n'avons pas encore une réelle économie au sens scientifique». Evoquant les dispositions prévues dans la LFC, il a cité particulièrement la règle 49/51% qui sera complètement levée, a-t-il signalé, sauf pour quelques secteurs jugés stratégiques. A cet effet, il a annoncé la tenue, aujourd'hui, d'un Conseil interministériel pour l'examen de ce projet de loi, une réunion durant laquelle des «décisions essentielles» seront prises sur l'avenir économique du pays, a assuré le Premier ministre. Dans ce contexte, il a fait état de l'élaboration de la LFC sur trois principaux axes de

développement qui sont, respectivement, le développement de la ressource humaine, la transition énergétique et l'économie de la connaissance. Il est question, dans le cadre du premier axe, de développer la ressource humaine, de reconstruire le système national de santé, de réformer l'école et de l'université algérienne, a-t-il noté. S'agissant du deuxième axe, il portera, quant à lui, sur la transition énergétique et l'exploitation des énergies renouvelables afin de ne plus dépendre de la rente pétrolière, tandis que le troisième axe sera focalisé sur l'édification de l'économie de la connaissance dans l'objectif de moderniser le pays, a poursuivi Djerad. «Ce sont là des objectifs nobles auxquels les Algériens doivent croire et pour lesquels ils sont

appelés à travailler pour redonner à notre pays un rôle sur le plan international et la place qu'il mérite», a relevé Djerad tout en faisant remarquer que l'Algérie dispose de compétences et d'une élite en mesure de concrétiser ces projets et de relever le défi du développement. Assurant que le gouvernement avait établi un diagnostic sur la situation de l'économie nationale, l'intervenant a mis en exergue la vision de l'Exécutif de procéder de manière «sereine, pour ne pas retaire les erreurs du passé» en vue de mettre en place «une approche pragmatique devant permettre de sortir le pays d'une crise multidimensionnelle». Appelant les Algériens au dialogue et au patriotisme ainsi qu'à tenir compte de la volonté politique pour reconstruire leur

LA QUESTION DU JOUR

Deux ou trois choses que l'on sait maintenant de lui

Suite de la page une

L'essentiel est d'avoir toujours une longueur d'avance sur lui, non une longueur de retard. Le gouvernement a bien fait de fermer les écoles et les universités, une mesure qui n'a été prise dans les pays nous servant de référence que tardivement. En France, par exemple, ce lundi est le premier jour de la fermeture des écoles et des universités. A un jour près, cette fermeture coïncidait avec l'entrée de ce pays dans la fameuse étape 3. Le fait même de compter en étapes est du reste une grave erreur, une approche vicieuse dans sa substance même. Les Chinois ont confiné 60 millions de personnes dès qu'ils ont su à quoi ils avaient affaire. S'il faut quand même par une espèce de commodité parler en termes d'étapes dans la progression du virus, ce sera pour décréter l'étape 3 dès le départ, c'est-à-dire dès les toutes premières contaminations. Il reste aux autorités de fermer les cafés, et les restaurants, et bien sûr d'interdire les rassemblements, seule manière de faire prendre rapidement aux Algériens les bonnes habitudes face à un mal qui les menace jusque dans leur existence. Les lieux de regroupement, cela devrait concerner les mosquées également. La mesure n'aurait pas de sens sinon. En France, par exemple, les lieux de culte sont ouverts, mais les rassemblements n'y sont pas permis. On peut faire tenir la prière du vendredi à l'échelle nationale sans que les fidèles se regroupent localement. Si on recommande vivement aux gens de ne pas se serrer la main, et de se tenir à une distance d'au moins un mètre les uns des autres, ce n'est pas pour ensuite les laisser se serrer de près et en grand nombre chaque vendredi dans des espaces fermés. Il ne faut pas avoir peur de l'impopularité d'une mesure de ce genre. Tout autre choix est fataliste. Pire encore, il sera suicidaire. Enfin, l'on sait que ce n'est pas le virus qui circule mais ses porteurs. C'est donc leur mobilité à eux qu'il faut chercher à limiter autant que faire se peut, non pas la sienne. **M. H.**

pays, Il a ajouté, dans ce sillage, que le pays dispose de moyens financiers suffisants pour dépasser la crise économique, mettant en avant l'adoption d'une approche «pragmatique et réaliste» par le gouvernement qui tient compte des difficultés actuelles. **Thinhinene Khouchi**

Armée/Formation

Le général-major Chanegriha préside la réunion annuelle des cadres du système de formation

■ Le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire par intérim, le général-major Saïd Chanegriha a présidé, hier à l'Ecole nationale préparatoire aux études d'ingéniorat à Rouïba (Alger), une réunion avec les cadres en charge de la formation au sein de l'ANP, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Siham T.

«**D**ans le but d'évaluer le système de formation et d'enseignement, le général-major Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire par intérim, a présidé, dimanche 15 mars 2020 à l'Ecole nationale préparatoire aux études d'ingéniorat à Rouïba en 1^{re} Région militaire, une réunion avec les cadres en charge de la formation au sein de l'Armée nationale populaire», précise le communiqué. Ont pris part à cette réunion «le Commandant de la 1^{re} Région militaire, le chef du Département emploi et préparation de l'état-major de l'Armée nationale populaire, les chefs d'état-major des Commandements de Forces, les Commandants des établissements de formation militaire et les chargés de formation au niveau des Commandements, des Directions et Services centraux».

Après la cérémonie d'accueil, le général-major Chanegriha a «observé un moment de recueillement à la mémoire du chahid Badji Mokhtar dont le nom est porté par l'Ecole. Pour la circonstance, il a déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative et récité la Fatiha à sa mémoire et à celle de nos valeureux chouhada».

Par la suite, en présence des élèves de l'Ecole nationale préparatoire aux études d'ingéniorat, et dans son allocution d'orientation diffusée à l'ensemble des structures de formation militaire via visioconférence, «le général-major a mis l'accent sur l'importance de cette réunion annuelle d'évaluation, en rappelant l'extrême importance qu'accorde le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire, à la lumière des orientations du président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, à l'investissement bénéfique dans l'appareil de formation et à la nécessité de persévérer dans la voie de l'évaluation, de l'amélioration et de l'adaptation continue des programmes de formation tracés», indique le communiqué. «Il m'appartient, en premier lieu, d'exprimer ma joie



pour la tenue de cette agréable rencontre qui m'a offert l'opportunité de rencontrer les élèves de l'Ecole nationale préparatoire aux études d'ingéniorat, et de communiquer avec les différents élèves et stagiaires des établissements de formation relevant de l'Armée nationale populaire, à travers la technique de visioconférence.

Je voudrais, en cette honorable occasion, souligner, devant vous, toute l'importance accordée par le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire, à la lumière des orientations et du soutien de du président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, à la poursuite des efforts visant l'investissement bénéfique dans le système d'enseignement et de formation au sein de l'Armée nationale populaire, et à la nécessité de persévérer dans la voie de l'évaluation, de l'amélioration et de l'adaptation continue des programmes de formation tracés et des méthodes pédagogiques adoptés», a déclaré le général-major Chanegriha. Il a affirmé que l'objectif majeur escompté est de faire de l'appareil de formation de l'Armée nationale populaire

un véritable creuset qui assurera l'amélioration constante des compétences à tous les niveaux et dans l'ensemble des spécialités et qui permettra d'approfondir les connaissances et d'affiner les savoir-faire et les talents, de manière à garantir une adaptation judicieuse aux exigences actuelles et de l'accomplissement des missions attribuées. A ce titre, il a exhorté l'ensemble des cadres à être pleinement conscients de l'importance du message dont ils sont les porteurs dans ce domaine. «A cet égard, je tiens à affirmer que tout le monde est appelé à être pleinement conscient de l'importance du message dont ils sont les porteurs dans ce domaine vital qui ne représente pas seulement un moyen pour inculquer les connaissances et les sciences dans leurs diverses branches, mais consacre également et principalement le lien, voire la cohésion, entre les démarches entreprises par le système de formation et celles entreprises dans le cadre de la préparation au combat. La complémentarité entre ces deux efforts étant évidente, voire impérative. En effet, l'adaptation du personnel militaire à son milieu professionnel militaire

commence à partir de son milieu scolaire et de formation et se poursuit, assurément, lors de l'exercice de son métier et au cours des programmes de préparation. La préparation des éléments ne peut atteindre le niveau escompté qu'à travers la réussite de leur instruction et leur formation de base», a-t-il dit. «A ce titre, nous espérons, particulièrement à l'approche de la fin de l'année scolaire 2019-2020, que le système de formation mette à profit et emploie la riche expérience acquise au fil des années. L'objectif étant de contribuer, d'une part, à l'aboutissement de nos aspirations dans ce domaine important et permettre, d'autre part, de rehausser constamment et efficacement la disponibilité de nos Forces Armées et d'améliorer leurs aptitudes combattives et opérationnelles, afin de les maintenir au plus haut degré de vigilance et de motivation, et qu'elles puissent être prêtes, à tout moment, à assumer leurs responsabilités et devoirs et s'acquitter de leurs missions constitutionnelles en toutes circonstances», a-t-il ajouté. Par ailleurs, le général-major a présidé une deuxième réunion à laquelle ont pris part les chefs d'état-major

des Commandements de Forces, les Commandants des écoles militaires et les cadres en charge de la formation au sein des Commandements de Forces, des Directions et Services centraux, où un exposé exhaustif lui a été présenté par le Chef du bureau des enseignements militaires, portant sur la formation au sein de l'Armée nationale populaire, a indiqué le communiqué, ajoutant que «d'autres exposés lui ont également été présentés par les commandants des établissements de formation et des chargés de la formation». Il a, par la suite, «donné des orientations et des recommandations où il a insisté sur la nécessité d'axer les efforts autour de tout ce qui serait à même de contribuer constamment à l'amélioration de la formation et de l'enseignement à l'effet de rehausser le niveau des élèves et des stagiaires et fournir, de ce fait, une ressource humaine compétente, de qualité, professionnelle et à même de s'acquitter des missions qui lui sont dévolues avec toute l'efficacité requise», conclut le MDN.

S. T./APS

À cause du coronavirus/Tizi-Ouzou

Le syndicat des pharmaciens reporte la grève prévue pour aujourd'hui

Le Bureau de Tizi-Ouzou du Syndicat national algérien des pharmaciens d'offices (Snapo) a décidé de reporter sa grève prévue pour aujourd'hui à cause de la pandémie du coronavirus, a-t-on appris hier auprès de son président, Mouloud Smaïli. «Suite à l'évolution du coronavirus, le bureau de Tizi-Ouzou du Snapo qui s'est réuni hier (samedi) en ses-

sion extraordinaire a décidé dans une attitude responsable de professionnels de la santé, de geler et de reporter son mouvement de grève prévue pour demain à une date ultérieure. Nous avons mis de côté nos revendications le temps que la crise passe», a-t-il déclaré à l'APS. Dans un communiqué de ce même syndicat, le bureau de Tizi-Ouzou a souligné que

«cette situation de crise sanitaire inédite que traverse notre pays à l'instar de toutes les nations du monde, nous impose une attitude responsable en tant que professionnels de santé, afin d'assumer pleinement notre rôle dans la sensibilisation et la prévention de nos concitoyens contre la propagation de cette pandémie», est-il précisé. Un appel a été lancé par le Snapo

de Tizi-Ouzou aux pharmaciens afin de participer «d'une manière très active» à la campagne de prévention, lancée par l'OMS et les autorités sanitaires du pays, et à «prodiguer les conseils et enseignements indispensables aux patients pour contenir le risque de contagion», est-il indiqué dans le même communiqué.

Tahira G.

La Banque d'Algérie abaisse son taux directeur et le taux de réserve obligatoire

■ Le Comité des opérations de politique monétaire (COPM) de la Banque d'Algérie a décidé de réduire, à compter d'hier, le taux directeur de la Banque à 3,25 % et le taux de réserve obligatoire à 8 %, indique, hier, un communiqué de la Banque d'Algérie.

Par Salem L.

Lors de sa réunion ordinaire, tenue mardi dernier sous la présidence de **Aïmene Benabderrahmane**, gouverneur de la Banque d'Algérie, le COPM a «décidé de réduire le taux de réserve obligatoire de 10 % à 8 % et d'abaisser de 25 points de base (0,25 %) le taux directeur de la Banque d'Algérie pour le fixer à 3,25 % et ce, à compter du 15 mars 2020», précise le communiqué. Les décisions prises lors de cette réunion sont «de nature à permettre de libérer, pour le système bancaire, des marges supplémentaires de liquidités et mettre ainsi, à la disposition des banques et établisse-

ments financiers des moyens additionnels d'appuis au financement de l'économie nationale à un coût raisonnable», explique la BA. La réunion du COPM a été consacrée à la revue des principales évolutions de la situation économique, monétaire et financière nationale et internationale ainsi que de ses perspectives à court et moyen terme, notamment celle ayant trait à l'évolution de l'inflation, de la liquidité bancaire, du crédit et de la croissance économique. La décision d'abaisser le taux de réserve obligatoire et du taux directeur de la BA a été ainsi prise à la lumière de ces évolutions et de leurs perspectives à moyen terme, poursuit la Banque centrale.



Journée internationale des droits des consommateurs

Coup d'envoi des festivités à l'échelle nationale

La Journée internationale des droits des consommateurs, ayant pour thème «Le consommateur durable», a été célébrée hier à travers l'ensemble du pays, en vue de raffermir les droits des consommateurs et les renseigner sur les pratiques et mesures durables à entreprendre en faveur de la santé publique et de l'environnement. Dans une déclaration à l'APS, le membre du Bureau national de l'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (Apoce), Ahmed Zid, également enseignant universitaire, a expliqué que la notion de «consommateur durable» était apparue pour la première fois en 1992, lors de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (Cnued), connue sous le nom «Sommet Planète Terre», tenue à Rio De Janeiro (Brésil). Selon M. Zid, il est temps d'intégrer la notion de la durabilité dans la vie quotidienne du citoyen et l'adopter dans les différentes activités socio-économiques et politiques. La consommation durable prend son sens

dès lors que la compétence est acquise pour améliorer le mode de consommation dans les domaines des transports, de la santé, de l'industrie et de l'éducation, elle est également liée à l'optimisation du pouvoir d'achat du consommateur afin de lui permettre de cadrer avec la transition. Ce mode de consommation exige l'adoption d'un nouveau mode de vie via de nouveaux mécanismes au diapason de l'heure actuelle, en évitant les pratiques de consommation trompeuses, et en passant par une mise au point des besoins et du pouvoir d'achat du consommateur, ainsi que des lois et des derniers développements en matière du comportement du consommateur. A ce propos, l'enseignant universitaire a plaidé pour l'actualisation et l'adaptation des textes réglementaires en matière de consommation aux nouveaux modes de vie et de consommation, mettant l'accent sur l'impératif de renforcer la sensibilisation environnementale et la promotion de la production durable qui prendrait en compte les besoins matériels, moraux et la santé du consommateur.

Parmi les thèmes prévus lors de cette manifestation à laquelle a pris part l'Apoce, figurent le transport durable, la gestion des déchets ménagers de manière durable et la santé durable, a précisé M. Zid, avec un intérêt particulier à sensibiliser le citoyen sur l'impératif d'adopter une bonne pratique d'achat. Le président de l'Apoce, Mustapha Zebdi a, pour sa part, indiqué que des manifestations avaient été annulées suite à la décision des hautes autorités du pays de réduire les rassemblements en raison de la propagation du coronavirus. L'Apoce poursuivra la coordination avec les directions et les chambres de commerce sur le territoire national et l'organisation des campagnes de sensibilisation à travers les réseaux sociaux et son site électronique ainsi que ses activités de proximité. Les activités prévues pour cette journée seront organisées par les directions locales du commerce en partenariat avec les chambres de commerce et d'industrie. Des dépliant et des affiches en arabe et en français seront distribués à cet effet pour faire

connaître les objectifs de cette journée. Cet événement sera lancé en collaboration avec les laboratoires de la répression des fraudes et les services relevant des différents départements ministériels concernés, à l'image des ministères de la Poste, de la Culture, de l'Education, de la Communication, de l'Environnement, de l'Enseignement supérieur, de l'Industrie et de la Santé. Prendront part également à cette occasion, la Sûreté, la Gendarmerie, la Protection civile, les Scouts musulmans, les associations de protection du consommateur ainsi que les associations interprofessionnelles. A l'occasion, tous les portails électroniques de l'administration centrale, des directions régionales et locales du commerce, du Centre algérien de contrôle de qualité et d'emballage (Cacq), des chambres de commerce et d'industrie, des associations de consommateurs et interprofessionnelles seront mis à la disposition des citoyens. Des SMS d'information seront envoyés aux consommateurs à cette occasion.

Ali T.

Oran

Visites aux zones industrielles d'Arzew et Bethioua pour collecter les offres d'emploi

Des responsables des antennes locales de l'emploi d'Arzew et de Bethioua effectuent des visites aux entreprises qui opèrent dans les zones industrielles des deux localités afin de collecter des offres d'emploi au profit des jeunes, a-t-on appris samedi de l'agence de wilaya de l'emploi. La même source a précisé que les responsables des deux agences locales ont été chargés de rechercher des offres d'emploi au profit des jeunes chômeurs de ces deux

régions, qui abritent les plus importants complexes pétrochimiques de l'ouest du pays. L'opération s'inscrit dans le cadre de l'activation et du suivi de la politique de l'emploi et de la lutte contre le chômage, a-t-on indiqué. Une forte demande de travail est relevée dans ces deux localités par les jeunes, notamment les diplômés, alors que les offres d'emploi restent insuffisantes. Cette situation a entraîné dernièrement des mouvements de protestation des jeunes de ces localités. La même

source a précisé que «l'objectif de cette opération est d'offrir à ces jeunes une opportunité d'exercer un travail et d'amener les employeurs à respecter la loi qui impose le passage obligatoire par les agences de l'emploi pour toute offre d'emploi». Pour rappel, les agences Anem d'Arzew et de Bethioua occupent la troisième et quatrième places, respectivement au niveau de la wilaya d'Oran en termes de nombre de demandeurs d'emploi en enregistrant plus de 8 000

demandes pour la première agence et plus de 7 000 requêtes pour la seconde. En ce qui concerne le placement des demandeurs, les agences d'Arzew et de Bethioua occupent les sixième et septième places avec respectivement 1 300 placements pour la première et plus de 1 300 pour la seconde, selon un rapport de la commission du développement local de l'APW, présenté la fin de l'année précédente, lors de sa dernière session.

Amar F.

Chine

Hausse des revenus d'exploitation de l'industrie des métaux non ferreux

La Chine a connu une augmentation des revenus d'exploitation des métaux non ferreux l'an dernier, dans le cadre de la réforme continue de la restructuration du secteur industriel, selon le ministère chinois

de l'Industrie et des Technologies de l'information. Les principaux revenus d'exploitation de l'industrie, faisant référence à ceux des entreprises industrielles dont le revenu annuel dépasse 20 millions de yuans (2,9

millions de dollars), ont augmenté de 7,1 % sur un an, pour atteindre plus de 6 000 milliards de yuans en 2019, selon le ministère. Cette augmentation est supérieure de 2,6 points de pourcentage au niveau moyen du

secteur industriel. Les bénéfices totaux s'élevaient à 157,8 milliards de yuans, en baisse de 6,5 % en glissement annuel, en raison de la baisse des prix des métaux non ferreux, a indiqué le ministère.

R. E.

AADL /Site de Sidi Abdallah

Les souscripteurs d'Alger appelés à retirer les décisions d'affectation

■ L'AADL a assuré les souscripteurs des 36 wilayas concernées par cette opération qu'ils seront programmés de façon progressive jusqu'à l'obtention leurs décisions d'affectation.

Par Younés N.

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a appelé samedi les souscripteurs dans la wilaya d'Alger à entamer le retrait des décisions d'affectation à partir de ce dimanche 15 mars, a indiqué un communiqué de l'AADL.

L'opération concerne les souscripteurs au programme location-vente de la wilaya d'Alger (site de Sidi Abdallah) concernés par les décisions d'affectation, a expliqué l'Agence, précisant que ces décisions peu-

vent être téléchargées dès le dimanche 15 mars 2020 sur le site web de l'AADL.

Par ailleurs, l'AADL a assuré les souscripteurs des 36 wilayas concernées par cette opération qu'ils seront programmés de façon progressive jusqu'à l'obtention leurs décisions d'affectation.

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, avait affirmé, le 25 février dernier, qu'il sera procédé à la convocation progressive des souscripteurs, une fois leurs projets prêts, relevant, à ce titre, les problématiques inhérentes au manque du foncier dans la capitale.

Le ministre avait indiqué que le secteur œuvrait à l'exploitation des terrains sur lesquels étaient implantés les bidonvilles, pour la réalisation des programmes AADL.

Fin février, l'AADL a entamé la convocation de 120 000 souscripteurs pour la remise des décisions d'affectation à travers 36 wilayas, dont 32 000 souscripteurs à Alger.

Selon le premier responsable du secteur, la taux de réalisation des logements affectés s'élève actuellement à plus de 70 % et des instructions ont été adressées à l'AADL pour ouvrir son site électronique.

Le ministre avait rappelé que la formule AADL englobe environ 560 000 unités de logement et que 128 000 souscripteurs en avaient bénéficié à ce jour.

Y. N.



Sétif

Plus de 3 400 appareils distribués en 2019 en faveur des personnes aux besoins spécifiques

Plus de 3 410 appareils et accessoires artificiels ont été distribués en 2019 au profit de personnes aux besoins spécifiques par la Caisse nationale des assurances sociales des salariés (Cnas), a-t-on appris samedi du directeur local de cette Caisse, Abderrahmane Ben Haroune.

S'exprimant en marge de la célébration de la Journée nationale des handicapés (14 mars de chaque année), le même responsable a indiqué que cette opération s'inscrit dans le cadre de la convention signée entre l'antenne locale de la Cnas et l'Office national d'appareillage et d'accessoires pour personnes handicapées (Onaaph) ayant permis l'attribution de 1 364 appareils, alors que 2 046 autres ont été octroyés par des fournisseurs privés.

Plusieurs facilitations ont été accordées par les services de la Cnas au profit de cette catégorie de la société en matière de prise en charge médicale, psychologique et pédagogique, ainsi que l'insertion sociale et pédagogique des enfants handicapés, à travers un certain nombre de cliniques médicales spécialisées, à l'instar de celles de Bordj El Kiffan (Alger) et d'Oran, a affirmé le même responsable.

A cela s'ajoutent, a fait savoir la même source, d'autres facilitations concernant l'utilisation de poches de colostomie, des prothèses auditives, ainsi que la rééducation fonctionnelle effectuée à travers les centres de consultation, de diagnostic et de traitement.

Un total de 46 258 personnes aux besoins

spécifiques est actuellement pris en charge dans la wilaya de Sétif dont 22 093 personnes déficientes mentales, 17 157 handicapés moteurs, 2 485 personnes non-voyants, 2 638 personnes malentendantes en plus de 1 885 autres souffrant de différents types de handicaps, selon la directrice locale de l'action sociale et de la solidarité (DAAS), Saliha Herkat.

Dans la même wilaya, 9 285 personnes handicapées ont bénéficié de la prime mensuelle du handicap à 100 %, estimée à 10 000 DA, a précisé la même source, soulignant que l'ensemble des personnes aux besoins spécifiques bénéficient d'une couverture sociale et médicale assurée par les services de la Cnas.

Constantine

Insertion de 50 enfants handicapés dans la formation professionnelle

Cinquante enfants aux besoins spécifiques ont bénéficié d'une insertion dans la formation professionnelle, au titre de la session du mois de février dernier, a-t-on appris samedi de la directrice de l'action sociale et de la solidarité (Daas), Samia Gouah.

Agés entre 16 et 18 ans, ces enfants qui ont bénéficié d'une qualification à travers des centres spécialisés réservés à cette frange sociale, ont été insérés parmi les stagiaires des établissements de formation professionnelle, dans le cadre d'un accord signé entre les ministères de la Solidarité nationale et de la Formation professionnelle, a précisé à l'APS la même responsable en marge de la célébration de la Journée nationale des handicapés (14 mars de chaque année), tenue au Centre psychopédagogique des enfants déficients mentaux (Constantine 1) de la cité Daksi, sis au chef-lieu

de wilaya.

Soulignant les facilitations accordées par l'Etat dans le cadre de l'intégration sociale et économique de cette catégorie de la société, la même responsable a affirmé que plusieurs opportunités visant à offrir des avantages liés à la formation professionnelle ont été octroyées en

faveur des personnes handicapées et cela avec la collaboration des entreprises économiques, appelées à s'engager à appliquer le taux d'insertion professionnelle pour cette catégorie, augmenté à 3 %.

Le nombre de personnes aux besoins spécifiques inscrites au niveau de la Direction de l'action

sociale et de la solidarité de la wilaya de Constantine a atteint 45 800 handicapés dont 13 800 bénéficient de la prime mensuelle de 10 000 DA, a fait savoir M^{me} Gouah.

Dans la wilaya de Constantine, le programme de célébration de cette journée a été marqué aussi par des chan-

sons patriotiques et la présentation d'une pièce théâtrale jouée par des enfants du même centre, en plus de la distribution d'appareils en faveur des handicapés moteurs et des aides matérielles dans le cadre de la famille productive, a-t-on signalé.

Maya H.

Wilaya de Relizane

Une première exploitation d'élevage de vaches laitières

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Cherif Omari, a annoncé, samedi à Relizane, avoir donné son accord pour l'installation d'une première exploitation d'élevage de vaches laitières dans cette wilaya, à la faveur de sa visite sur site.

M. Omari a déclaré, lors de sa visite dans cette ferme-pilote d'élevage de vaches et de production de lait, implantée dans la commune de Zemmoura, avoir donné son accord pour son agrément, indiquant que «le ministère de l'Agriculture est disposé à accorder

deux ou trois projets similaires dans cette wilaya, pour peu qu'elle dispose de toutes les conditions nécessaires, à la fois de maîtrise de la production et des infrastructures adaptées, le suivi sanitaire et vétérinaire des vaches productrices localement».

Le ministre a ajouté que cette ferme-pilote peut produire quotidiennement une moyenne de 25 litres par vache, en plus de la viande rouge, saluant les efforts fournis par l'équipe de jeunes qui assure le pilotage de ce projet d'investissement, pouvant être étendu jusqu'à 160 vaches laitières d'autant qu'il

assure annuellement près de 500 000 litres de lait.

M. Omari a assuré que «la viande rouge est disponible au niveau national, en quantité suffisante», estimant que le soutien de la production nationale en la matière, durant le mois de ramadhan prochain sera renforcé par des importations, selon les besoins, et ce, de manière à assurer la stabilité des prix, d'une part, et de diversifier l'offre, d'autre part, par une variété de viandes rouges y compris la viande cameline, en provenance du sud du pays.

Omar H.

Sahara occidental/Maroc

Le CONASADH condamne «l'arrestation arbitraire de Tumina Dida Al-Yazid par l'occupant marocain»



■ Le Comité national sahraoui des droits de l'Homme (CONASADH) a vivement condamné samedi l'enlèvement lâche et l'arrestation arbitraire de la militante sahraouie, Tumina Dida Al-Yazid, dans la ville d'El-Ayoun occupée par les forces marocaines.

Par Faten D.

Dans sa déclaration, le Comité a tenu «le régime d'occupation marocain pleinement responsable», appelant à sa libération immédiate et sans condition et à ce que l'Organisation des Nations unies assume sa pleine responsabilité de protéger les civils sahraouis dans les territoires occupés. «Le Comité national sahraoui des droits de l'Homme suit avec une profonde préoccupation la détérioration de la situation des droits de l'Homme dans les territoires occupés de la République sahraouie, à la lumière de la fréquence croissante de la répression et des pratiques honteuses contraires à toutes les normes et conventions internationales des autorités marocaines», a souligné le CONASADH, dans son texte. Le Comité a soutenu que «les autorités colo-

niales fabriqueront de fausses accusations contre la militante, Tumina pour sa condamnation, qui est la méthode adoptée par l'occupant marocain et son appareil judiciaire insultant et dirigée contre les et militants sahraouis». L'Organisation a exprimé sa «solidarité absolue et inconditionnelle avec la militante Tumina et sa famille», appelant l'ONU à prendre «des mesures urgentes pour assurer la sécurité des citoyens sahraouis sans défense et l'ouverture d'une enquête indépendante sur les crimes commis par les forces d'occupation». F. D./APS

Coronavirus

Le Maroc suspend ses vols avec 29 pays, un ministre contaminé

LE MAROC a annoncé samedi soir la suspension «jusqu'à nouvel ordre» de ses vols en provenance et à destination d'une vingtaine de pays afin de prévenir la propagation du nouveau coronavirus, alors que le ministre marocain du Transport a été testé positif.

Les pays concernés sont l'Autriche, le Danemark, la Grèce, la Suisse, la Suède, la Norvège, la Turquie, le Liban, l'Égypte, Bahreïn, les Emirats arabes unis, Oman, la Jordanie, la Tunisie, le Sénégal, la Mauritanie, le Niger, le Mali, le Tchad, le Canada et le Brésil, précise le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Dans le même temps, le ministre du Transport Abdelkader Amara a été testé positif à la maladie Covid-19 alors qu'il revenait d'un voyage officiel en Europe, a annoncé samedi soir son département dans un communiqué. Il restera confiné chez lui pendant 14 jours, selon la même source. Les autorités marocaines avaient déjà suspendu les liaisons aériennes vers la France, l'Algérie, l'Espagne, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, le Portugal et l'Italie. Des milliers de touristes se sont retrouvés bloqués dans le pays qui a accueilli en 2019 quelque 13 millions de visiteurs. Rabat a néanmoins autorisé vendredi des vols vers quelques pays avec qui les liaisons avaient été suspendues, notamment la Belgique, l'Allemagne, la France et l'Algérie.

R. M.

Tunisie/Municipales

L'ISIE suspend le calendrier électoral jusqu'à nouvel ordre

Le Conseil de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections (ISIE) en Tunisie a suspendu, pour des motifs de santé publique, le calendrier électoral pour les municipales partielles dans deux communes jusqu'à nouvel ordre, selon l'agence de presse TAP.

Il s'agit des communes de Hassi El Frid (Kasserine) et Jbeniana (Sfax), où la campagne électorale devait initialement démarrer dimanche 15 mars, a précisé l'agence.

Les listes des électeurs et les listes candidates sont définitives, précisent toutefois, l'instance, ajoutant que de nouvelles dates seront fixées ultérieurement pour les périodes de la campagne, du silence électoral et du jour du scrutin.

Dans la journée, le président de l'ISIE Nabil Baffoun a indiqué que l'instance «est en train de se

concerter au sujet du report des élections municipales partielles à Hassi El Frid et Jbeniana».

M. Baffoun a précisé que le Conseil de l'ISIE est en train de se concerter sur l'éventualité de reporter ces élections, sachant que les partis et les listes candidates se préparaient à cette échéance.

Le Conseil de l'ISIE avait annoncé le 17 janvier dernier l'organisation d'élections municipales partielles le 29 mars, dans les communes de Hassi El Frid et Jbeniana pour les électeurs inscrits, et samedi 28 mars pour les militaires et les sécuritaires.

L'organisation des municipales partielles dans ces deux communes intervient après la dissolution de leurs Conseils municipaux respectifs suite à une démission collective de leurs membres.

L'UGTT décide le report de tous les mouvements de protestation, grèves et meetings

Le secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), Noureddine Tabboubi a annoncé samedi à Kerkennah le report de tous les mouvements de protestation, grèves, conférences et meetings et ce, compte tenu de la conjoncture difficile que traverse le pays et qui exige, selon lui, la solidarité et l'union nationale.

Dans son allocution prononcée à la commémoration du 21^e anniversaire du décès du leader national syndicaliste Habib Achour, Tabboubi, cité par l'Agence TAP, a appelé tous les Tunisiens à être solidaires et vigilants jusqu'à l'endigement de la

pandémie du COVID 19 (coronavirus) dont 16 Tunisiens en sont actuellement contaminés.

Dans ce contexte, il a rappelé le rôle national qu'a joué l'organisation syndicale dans toutes les circonstances difficiles, signalant que l'UGTT a été toujours au service de l'intérêt national.

Il a aussi loué les efforts du corps médical et paramédical qui est placé en première ligne pour garantir la santé et la sécurité des Tunisiens.

La famille du défunt Habib Achour, des membres du bureau exécutif, de l'union régionale du travail à Sfax, des membres de la commission administrative nationale et des cadres syndicaux ont assisté à la commémoration du 21^e anniversaire du décès du leader syndicaliste Habib Achour.

Hani T.

Mauritanie

Premier point dans l'enquête sur les années Abdel Aziz

En Mauritanie, les parlementaires chargés d'enquêter sur les années Mohamed Ould Abdel Aziz ont dressé un premier bilan de leur travail, le 13 mars. Le mois dernier, le travail des parlementaires mauritaniens passe au crible sept secteurs gérés par l'ancien régime entre 2009 et 2019. Près d'une trentaine de personnalités des secteurs de l'énergie, du pétrole, des ports, des aéroports et du patrimoine foncier, ont déjà été entendues. Parmi les personnalités auditionnées figurent des cadres de la haute administration, ainsi que des ministres en exercice ou d'anciens ministres. Les membres de la commission d'enquête parlementaire cherchent à recueillir

des informations précises, notamment en ce qui concerne le patrimoine de l'État avec la vente par exemple des bâtiments qui abritaient trois grandes écoles publiques dans la capitale, Nouakchott, et la cession de leur terrain à des hommes d'affaires.

Collaboration

Les enquêteurs ont toutefois déclaré ne pas souhaiter restreindre le champ de leur mission d'investigation. «La commission a le droit, au cours de ce parcours d'enquête, si elle trouve qu'il y a une connexion avec un autre dossier sur lequel il faut mener des

investigations, d'en faire la demande et de l'ajouter suivant des procédures définies par la loi», déclare Lemrabott Bennahi, le porte-parole de la commission d'enquête. La commission a remercié les personnes auditionnées d'avoir collaboré conformément à la loi. «Ne pas collaborer avec la commission devient une obstruction à la loi, poursuit Lemrabott Bennahi. L'obstruction à la loi est punie dans tous les pays et chez nous aussi. Personne n'a refusé de venir et personne n'a refusé de collaborer». Les parlementaires devraient rendre leur rapport d'enquête à l'Assemblée nationale dans cinq mois.

Salem Mejbour



Sahel

Otages pendant 15 mois, une Canadienne et un Italien recouvrent la liberté

■ Une Canadienne et son compagnon italien, enlevés il y a 15 mois au Burkina Faso en proie aux violences, sont arrivés samedi à Bamako, en apparente bonne santé, après avoir recouvré la liberté dans le nord-est du Mali.

Par Rosa C.

Ni les circonstances de la libération d'Edith Blais et Luca Tacchetto, ni les conditions dans lesquelles ils se sont retrouvés aux environs de Kidal (nord-est du Mali), à près d'un millier de km du lieu de leur enlèvement, n'étaient encore clairement établies. Des informations préliminaires indiquent qu'ils ont réussi à s'enfuir. Ils se sont ensuite fait conduire auprès des Casques bleus de la mission de l'ONU au Mali (Minusma). Agé d'une trentaine d'années, le couple est apparu souriant et vaguement désorienté, en particulier quand les responsables maliens, ouaisiens et canadiens venus les accueillir leur ont présenté le coude plutôt que la main tendue, en leur expliquant cordialement les règles imposées par le nouveau coronavirus. Règles auxquelles ils se sont prêtés tout sourire. Sacrifiant aux

consignes du moment, une employée des services sanitaires portant un masque, des lunettes et une combinaison de protection a pris leur température. Les deux ex-otages, en tee-shirts blancs, ne se sont pas exprimés devant les quelques journalistes présents. Ils ont ensuite été conduits au palais présidentiel. «*Quel bonheur, quel bonheur*», a répété le Président Ibrahim Boubacar Keita, flanqué par les deux jeunes gens. Il a évoqué «*le calvaire que l'on peut imaginer*», et salué «*leur courage physique et moral fabuleux*». «*Avoir eu le courage de se libérer, d'oser partir, il fallait le faire, ils l'ont fait*», a-t-il dit. Edith Blais, originaire de Sherbrooke, à 160 kilomètres à l'est de Montréal, et Lucas Tacchetto, de Venise (nord de l'Italie), ont disparu mi-décembre 2018 alors qu'ils traversaient le Burkina Faso. Le couple se dirigeait en voiture vers Ouagadougou à partir de Bobo-Dioulasso, à plus de 360 kilo-

mètres de la capitale de ce pays d'Afrique de l'Ouest, quand leur trace a été perdue. Ils comptaient se rendre au Togo pour un projet humanitaire avec l'organisme Zion'Gaïa. Le porte-parole du gouvernement burkinabé avait indiqué en avril 2019 qu'ils avaient été enlevés et vraisemblablement conduits hors du pays, mais qu'ils n'étaient pas en danger. Leur enlèvement n'a jamais été revendiqué. Le Burkina Faso, comme toute cette partie du Sahel avec le Mali et le Niger, est confronté à une grave détérioration sécuritaire, dans laquelle les attaques jihadistes se mêlent aux violences intercommunautaires et aux menées crapuleuses. Cette crise a fait des milliers de morts, civils et combattants, et des centaines de milliers de déplacés. Au moins huit autres otages occidentaux restent en captivité au Sahel, parfois depuis plusieurs années. Un officier de sécurité roumain et un chirurgien australien ont été capturés au Burkina. Mais les ravisseurs sont réputés se jouer des frontières. Edith Blais et Luca Tacchetto auraient réussi à s'échapper près de Kidal, selon



Ph. > D. R.

des informations préliminaires fournies par le chef de la mission de l'ONU, Mahamat Saleh Annadif. «*Hier, dans l'après-midi vers 15h00, nos éléments de Kidal m'ont informé qu'ils ont pu trouver deux otages, une Canadienne et un Italien*», a dit M. Annadif.

Habillés en touareg, les deux jeunes gens ont stoppé un véhicule et ont demandé au chauffeur de les conduire au premier poste des Casques bleus, a dit une source sécuritaire sous le couvert de l'anonymat.

R. C.



Commentaire

Fermeture

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a quinze jours encore, malgré la présence dans les médias de beaucoup de sujets concernant le Covid-19, la question de l'ouverture des frontières turques à des centaines de milliers de migrants qui prendraient ce chemin pour tenter coûte que coûte d'entrer en Europe restait un dossier d'importance qui préoccupait non seulement les autorités européennes mais également les populations. Toutefois aujourd'hui, alors que le coronavirus s'est répandu ces quinze derniers jours de façon spectaculaire parmi les pays de l'UE, le thème migratoire a été mis en suspens, surtout que les pays du monde et notamment européens ont renforcé leurs frontières comme ils ne l'avaient plus fait depuis des décennies. Migrants ou voyageurs légaux, les entrées sur les territoires européens sont désormais incroyablement limitées. D'ailleurs, une importante rencontre qui devait se tenir entre le président français Emmanuel Macron, la chancelière allemande Angela Merkel et le président turc Recep Tayyip Erdogan sur la question des migrants a été annulée. Les trois dirigeants maintiennent néanmoins leurs discussions qui devraient se dérouler par téléconférence, a annoncé l'agence officielle Anadolu. Erdogan avait indiqué mardi dernier qu'il recevrait Merkel et Macron le 17 mars à Istanbul pour des discussions sur les migrants et la Syrie. La réunion devait porter sur la crise surgie après la décision, en février, de la Turquie d'ouvrir ses portes avec l'Europe pour permettre à des milliers de migrants de passer, ce qui a provoqué un afflux à la frontière grecque. Des milliers de migrants se sont massés sur cette frontière, où les forces de l'ordre grecs ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau au cours de heurts avec ceux qui cherchaient à pénétrer en territoire grec. Cette décision a provoqué des tensions avec l'UE et une guerre verbale avec la Grèce. La Turquie, qui abrite quelque quatre millions de réfugiés, pour la plupart syriens, appelle l'UE à prendre sa «*part du fardeau*» mais les Européens dénoncent un «*chantage*» aux migrants. Dix-huit personnes sont décédées de la pandémie Covid-19 en France au cours des dernières 24 heures, portant à 79 le bilan des morts dus au coronavirus. L'Allemagne a enregistré sept décès et 2 300 cas de contamination, selon le dernier bilan diffusé par l'agence DPA. Ankara a annoncé que les vols en provenance de neuf pays européens, dont la France et l'Allemagne, seraient interrompus de samedi 05h00 GMT jusqu'au 17 avril. Cinq cas ont été répertoriés jusqu'à présent en Turquie, tous liés au premier cas annoncé mercredi, un homme qui revenait d'Europe. Reste à savoir comment les dirigeants français et allemand, qui ont ainsi de gros soucis à gérer en interne, réagiront face aux provocations habituelles d'Erdogan qui devrait, cette fois-ci, préserver sa propre population, décider lui aussi, comme l'on fait les gouvernants de nombreux pays à travers la planète, de fermer ses frontières et de laisser ses jeux politiques pour plus tard, après que le virus ait été maîtrisé.

F. M.

États-Unis

Premier duel télévisé Biden-Sanders pour des primaires

Joe Biden, le grand favori, et Bernie Sanders, en perte de vitesse, se retrouvent à Washington pour le premier face-à-face télévisé des primaires démocrates désormais perturbés par le nouveau coronavirus. Le plateau de CNN va sembler bien vide : on est loin des vingt candidats répartis sur deux soirées lors des premières joutes en juin.

Cet onzième débat démocrate, de 20h00 à 22h00 (00h00 GMT à 02h00 GMT lundi), se résume désormais à un duel entre l'ancien vice-président des États-Unis et le sénateur socialiste, avant un nouveau rendez-vous de ce marathon électoral mardi dans des États-clés comme la Floride ou l'Ohio.

Après des débuts calamiteux, Joe Biden, 77 ans, a fait un come-back spectaculaire et a rassemblé derrière lui le camp modéré, convaincu qu'il est le mieux placé pour battre Donald Trump lors de la présidentielle de novembre.

Bernie Sanders, 78 ans, a lui fait le chemin inverse, enchaînant les défaites en mars après avoir été le favori à l'issue des premiers votes en février.

Sa position semble donc précaire.

C'est d'ailleurs un discours paradoxal qu'il a tenu mercredi, au lendemain d'un échec lourd en symboles dans le Michigan, bastion industriel de Midwest.

Le sénateur du Vermont a

reconnu avoir perdu, pour l'heure, un débat crucial de ces primaires : convaincre qu'il est capable d'empêcher le milliardaire républicain d'emporter un second mandat.

Mais au lieu d'en tirer les conclusions et d'appeler au rassemblement derrière Joe Biden, il a donné rendez-vous à l'ancien vice-président de Barack Obama pour lui poser des questions de fond. «*Joe, que vas-tu faire ?*», a-t-il lancé à plusieurs reprises en énumérant plusieurs points de son propre programme, sur le coût de la santé, la dette étudiante ou le climat. Une manière de réclamer des gages à son rival, avant un éventuel retrait, sur sa «*révolution politique*» qui électrise des foules souvent jeunes ? «*Bernie*» a en tout cas estimé avoir d'ores et déjà «*gagné le débat idéologique*» et «*générationnel*», en rendant incontournables, même pour les plus modérés des démocrates, nombre de ses idées très à gauche pour les États-Unis. «*Donald Trump doit être battu et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour que cela arrive*», a promis Bernie Sanders. Joe Biden, qui a un programme plus centriste mais aussi, jusqu'ici, moins détaillé, lui avait d'ailleurs tendu la main mardi sur le même registre : «*Nous avons le même but et ensemble, nous battons Donald Trump*». Reste à savoir si l'ancien vice-président, dont les prestations lors des précé-

dents débats n'ont pas toujours été convaincantes et qui multiplie bourdes et lapsus, tiendra la durée lors d'un tête-à-tête de deux heures. Joe Biden a pris une avance confortable dans la course aux délégués qui désigneront en juillet le candidat démocrate. Et la Floride, l'Ohio, l'Illinois et l'Arizona, gros pourvoyeurs de délégués qui votent mardi, devraient lui permettre de consolider sa position – la Floride notamment où la communauté cubaine vit très mal certains propos de Bernie Sanders jugés trop bienveillants à l'égard du régime castriste.

Ces quatre États ont décidé de maintenir le scrutin malgré l'épidémie qui est désormais la préoccupation numéro un de la classe politique et qui rend de plus en plus difficile de faire campagne.

La Louisiane a elle annoncé le report au 20 juin de ses primaires prévues le 4 avril.

Le débat télévisé, initialement prévu dans l'Arizona, aura lieu à Washington en l'absence de tout public. Et l'essentiel des réunions publiques ont dû être annulées, remplacées parfois par d'étonnantes meetings virtuels, comme celui de Joe Biden vendredi dans l'Illinois.

Cela pourrait constituer un handicap de plus pour Bernie Sanders, dont une des forces réside dans sa capacité à galvaniser les foules nombreuses qui viennent à ses meetings.

Internet

Google célèbre le 90^e anniversaire de la naissance du plasticien Mohammed Khadda

■ Google a célébré, samedi, le 90^e anniversaire de la naissance du plasticien et sculpteur algérien Mohammed Khadda, né le 14 mars 1930 dans la ville de Mostaganem et décédé le 4 mai 1991, à l'âge de 61 ans.

Par Mahi Y.

Le moteur de recherche a présenté un portrait de l'artiste avec plume à la main, comme si le défunt dessinait les lettres du moteur en utilisant la technique de la graphie arabe dont il disait un jour qu'il n'employait pas ces belles lettres «comme thème figé», mais qu'il les présentait dans ses œuvres d'une façon vivante.

D'un simple clic, les internautes surfant sur le moteur de recherches Google, peuvent désormais accéder aux sites web abordant les œuvres et la vie de l'artiste et sculpteur considéré comme l'un des fondateurs de l'art plastique algérien moderne et parmi l'un des innovateurs arabes les plus importants. L'artiste qui est un des piliers du



groupe «Aouchem», a travaillé sur le legs culturel et civilisationnel algérien et africain et réalisé des affiches de pièces théâtrales et des décors.

Outre les toiles, Khadda a laissé deux œuvres écrites, la 1^{re} intitulée «*Éléments pour un art nouveau, Alger*», (1972) et la seconde intitulée «*Feuillets*

épars liés» (1983). Autodidacte, le défunt fut parmi les membres fondateurs de l'Union nationale des arts plastiques, ayant contribué à l'animation du mouvement

culturel tout au long de son parcours artistique. Feu Khadda a laissé plusieurs œuvres, environ 130 toiles.

Le Musée public national des beaux-arts à Alger a consacré au défunt artiste, un pavillon comprenant un nombre de ses œuvres.

Il convient de rappeler que le moteur de recherches Google a déjà honoré des artistes algériens, parmi lesquels, la grande écrivaine Assia Djebar en 2017, à l'occasion du 81^e anniversaire de sa naissance et l'artiste Baya Mahieddine, en décembre 2018, à l'occasion de son 87^e anniversaire de naissance.

Google a célébré, le 5 juillet 2018, le 56^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, en affichant sur sa page, l'emblème de l'Algérie.

M. Y./APS

Peinture

Des œuvres de Ali-Khodja Ali exposées à Alger

Une exposition rétrospective des œuvres du peintre Ali-Khodja Ali a été inaugurée samedi à Alger à l'occasion de la célébration du dixième anniversaire de sa disparition.

Accueillie à la galerie «Seen Art», l'exposition intitulée «*Jardin mystique*» rassemble une trentaine de toiles, dessins et objets personnels de l'artiste disparu le 7 février 2010.

Le visiteur peut découvrir des outils de travail de Ali-Khodja, notamment que son chevalet sur lequel est posé une toile inachevée de l'artiste, ainsi que d'autres

œuvres. Ces œuvres, pour la plupart exposées et connues du public, remontent au début des années 2000, période à laquelle l'artiste a opté pour la peinture abstraite, avec des titres allusifs comme dans «*Exaltation*» (2010), «*Temps*» (2001), «*Expansion*» (2008) ou encore «*Formes insolites*» (2003).

L'exposition donne à voir également des dessins à la plume au trait fin comme «*Ensemble*», «*Volailles*», «*Vol de pigeons*», où l'artiste illustre sa passion pour les animaux dans une représentation semi-figurative qu'il a adoptée dans les années

1960-1970. Ancien élève d'Omar Racim à l'École des Beaux-Arts d'Alger, Ali-Khodja Ali est l'auteur du premier timbre-poste émis le 5 juillet 1963.

Miniaturiste et peintre, l'artiste a enrichi le catalogue philatélique algérien d'une cinquantaine de vignettes.

Il a enseigné durant une trentaine d'années la décoration à l'École des Beaux-Arts, après avoir quitté, en 1961, le poste de dessinateur au Bureau d'étude du service de l'Artisanat, ancêtre du Musée des arts et traditions populaires.

Après l'indépendance, il se consacre à

la conception d'affiches, en se distinguant notamment par celle consacrée au premier Festival panafricain (1969). Mais n'abandonnera pas pour autant la peinture et continuera à participer aux expositions collectives.

En 1990, Ali-Khodja Ali présente ses nouvelles toiles dans une exposition individuelle à Alger avant d'y exposer, pour une dernière fois, en 2009 «*Jardin mystique*» est visible jusqu'au 12 avril prochain à la galerie «Seen Art».

Adéla S.

Cinéma

Le Festival de Cannes n'aura pas lieu

La décision ne fait plus de doute. Le plus grand rendez-vous cinématographique du monde ne connaîtra pas d'édition 2020.

Officiellement, la décision ne sera prise que le 15 avril lors d'une réunion entre les organisateurs, la ville et les services de l'État. Et elle ne serait communiquée que le lendemain, le 16 avril, lors de la conférence de presse qui devait dévoiler les films sélectionnés et les membres du jury du 73^e Festival de Cannes.

Mais les jeux sont faits : le grand rendez-vous annuel du septième art qui devait se dérouler du 12 au 23 mai n'aura pas de millésime 2020. Un membre du conseil d'administration est définitif : «*Il sera très difficile pour ne pas dire impossible de sélectionner des films venus de Chine, de Corée, d'Iran, d'Italie et sans doute d'une cinquantaine de pays, sachant que les acteurs, et réalisateurs ne pourront pas se déplacer. Projeter des films dans une salle de 2 000 places [le*

grand auditorium Louis-Lumière compte 2 300 sièges, Ndlr] ne sera pas autorisé et la moindre alerte inquiétera les festivaliers. Et quid de Spike Lee, président du jury ? On connaît l'hypersensibilité d'Hollywood aux questions d'hygiène. Je le vois mal rester quinze jours au milieu d'une foule à l'état sanitaire non contrôlé».

60 000 visiteurs par jour

Selon nos informations, les majors américaines interdisent depuis début mars à leurs salariés de recevoir des invités dans leurs locaux. Les réunions et voyages sont annulés pour une durée indéterminée.

Dernière difficulté, et non la moindre, en même temps que la compétition se tient le Marché international du film où s'échangent les droits et où sont montrées quelques minutes d'œuvres à tourner ou en cours de tournage. En 2019, il a attiré 12 527 participants venus de 121 pays et représentants 5 528

entreprises qui ont déambulé dans les couloirs du palais des festivals... Un bonheur pour le Covid-19 ! Au total, les organisateurs avaient estimé que l'édition 2019 du festival, et des événements associés, avait attiré 60 000 visiteurs par jour, dont plus de 5 000 journalistes. Une suspicion de contamination au coronavirus aboutirait à un confinement : un scénario noir que personne ne veut vivre et qui aurait une résonance mondiale désastreuse pour la ville de Cannes et son événement phare.

Annulation ou report ?

Pour compliquer le tout, les habituels sponsors et partenaires du festival ne sont «pas chauds». Chopard, L'Oréal, Renault et quelques autres préfèrent une «année blanche» plutôt que de s'associer à un événement festif sous haute surveillance médicale et susceptible d'être interrompu à tout moment même si les épidémiologistes estiment que, en France du moins, le plus

gros de la crise sanitaire sera passé. Enfin, les producteurs et distributeurs du monde entier sont en train de revoir les dates de sorties de leurs films. Pourquoi présenter sur la Croisette en mai un long métrage qui sera finalement en salle au dernier trimestre 2020, voire l'année prochaine ?

Pour sauver la manifestation, un report est actuellement examiné. Mais la date de repli est un casse-tête. Il faut viser l'automne, une période très chargée en festivals de cinéma. Le Festival du film francophone d'Angoulême puis celui du film américain de Deauville occupent la dernière semaine d'août et les deux premières de septembre. Du 2 au 12 septembre doit se tenir la Mostra de Venise, du 10 au 20 le Festival de Toronto. Il y a également ceux de New York, Londres et Telluride dans le Colorado qui lance la course aux Oscars. Peu connus en France, mais très prisés dans le monde du cinéma.

Et chacun essaye de présenter une sélection différente, et de

projeter des longs-métrages en première exclusivité c'est-à-dire qui n'ont été vu nulle part ailleurs. Ce critère est même une exigence à Cannes. Les films en portefeuille seront-ils suffisamment nombreux pour satisfaire toutes les équipes de sélection ? Très peu probable. Donc le report du 73^e Festival de Cannes semble illusoire. Un terrible coup dur pour une ville qui brille, vit et tire une part notable de ses revenus de manifestations prestigieuses comme le Midem (prévu pour début juin), le Mipim (Salon de l'immobilier déjà déplacé de mars à juin), le MipTV prévu début avril et d'ores et déjà annulé, le Cannes Yachting Festival de la mi-septembre et le Mipcom (prévu pour début juin), le Mipcom (prévu pour début juin), le Mipcom (prévu pour début juin), le Mipcom (prévu pour début juin)... Bref, on a beau dire et beau scruter, difficile de trouver une fenêtre pour reprogrammer cette Mecque du septième art tant l'agenda cannois est riche en manifestations professionnelles.

Jérôme Bégli

Ligue 2 algérienne (23^e journée)

Le leader tombe à Relizane, la JSMS et le WAT se rapprochent

LE WA TLEMCEN et la JSM Skikda, auteurs respectivement d'une victoire (3-2) contre le RC Arbaâ et d'un bon nul en déplacement à Saïda, ont été les plus grands bénéficiaires de la 23^e journée de la Ligue 2 algérienne de football, au moment où le leader, l'Olympique Médéa, a été sèchement battu par le RC Relizane (2-0). Des réalisations signées Feham Bouazza, sur penalty à la 34' et Zahir Nemdil à la 61', permettant ainsi au RCR de freiner la bonne marche du leader, tout en se propulsant à la 4^e place du classement général, avec désormais 36 points. De son côté, le WAT (3^e) a éprouvé plus de difficultés pour venir à bout d'une coriace équipe du RCA, qui n'a pas fait le déplacement dans l'extrême nord-ouest du pays pour du tourisme, comme en témoigne sa défaite sur un score étriqué (3-2). Un précieux succès qui permet au WAT de conserver sa troisième place, avec 39 points, soit avec trois longueurs de retard sur le leader, et seulement une sur la JSM Skikda (2^e), qui de son côté a réussi à ramener un bon résultat nul de son périlleux déplacement chez le MC Saïda (0-0). Dans le bas du tableau, et en attendant le déroulement des autres matchs, notamment celui de la lanterne-rouge USM El Harrach, c'est le MO Béjaïa qui a réussi une très bonne opération, en ouverture de cette 23^e journée, en dominant le voisin JSM

Béjaïa avec l'art et la manière dans le grand derby de Yemma Gouraya (2-0). Des réalisations signées Bousalem (6') et Soltane (14'), grâce auxquelles les Crabes se hissent à la 14^e place du classement général, avec 25 points, au moment où la JSMB reste cantonnée dans une inconfortable avant-dernière place, avec 24 unités. Les hold-up du jour sont à mettre à l'actif de l'AS Khroub et du DRB Tadjanenet, qui ont attendu les derniers instants de la rencontre pour surprendre leurs adversaires respectifs, sur leurs propres terrains. En effet, l'ASK est allé battre le mal classé OM Arzew (0-1), grâce à un penalty de Mohamed Saâdi à la 90'+4, alors que le DRBT, qui était à égalité avec le MCEE (1-1), a réussi à planter une deuxième banderille à la 89', l'emportant ainsi (1-2) au stade Messaoud-Zougar. Ce but assassin a été l'œuvre de Kabari, alors que les deux précédentes réalisations ont été inscrites par Fodil (35') côté DRBT et Daïri (67') côté MCEE. Les deux derniers matchs inscrits au programme de cette 23^e journée se joueront lundi, à 15h00, et mettront aux prises l'Amel Boussaâda et l'USM Annaba, ainsi que l'ASM Oran et l'USM El Harrach. A l'instar des matchs de samedi, ces rencontres se joueront à huis clos pour éviter les risques de propagation de l'épidémie de coronavirus.

Equipe nationale Les Verts joueront en juin

■ L'équipe nationale de football jouera ses deux matchs face au Zimbabwe, pour le compte de la troisième et quatrième journées des éliminatoires de la CAN 2021, le mois de juin prochain.



Belmadi face à un vrai casse-tête

Par Mahfoud M.

Tour cycliste des Ziban (3^e et dernière étape)

Les cyclistes du GSP s'illustrent

LES CYCLISTES du GS Pétroliers ont dominé samedi à Biskra les courses de la 3^e et dernière étape du tour cycliste des Ziban en remportant les premières places chez les séniors et les juniors. En séniors, Karim Hadj Bouzid du GSP a parcouru les 120 km de la dernière étape en 3h5', talonné par Ayoub Sahiri et Khassib Sassane, tous deux sociétaires du même club. Au classement général du tour des séniors, la première place (maillot jaune) est également revenue au sociétaire du GSP Azzedine Lagab tandis que le maillot vert du meilleur sprinter a été décerné à Khassib Sassane (GSP) et le maillot à pois du meilleur grimpeur est allé Aymène Merdj du club Sovac.

Chez les juniors, Hamza Amari du GSP est arrivé premier avec un chrono de 3h22', laissant la seconde place à Youcef Ferssado du club Medjd de Blida et la troisième à Mohamed Chabeni du club Ak-Fix de Blida. Au classement général de cette catégorie, le maillot jaune a été décroché par Youcef Ferssado du club Medjd de Blida.

Le cycliste Hamza Amari, sociétaire du GSP, s'est adjugé les deux maillots vert et à pois des meilleurs sprinters et meilleurs grimpeurs. Au total, cent cinq cyclistes représen-

tant 20 clubs du pays ont pris le départ de l'ultime étape du tour national des Ziban sur un parcours allant de la ville de Biskra à Ain Zaâtot en passant par El Hadjeb, Loutaya et Branis. Organisé par la fédération et la ligue de Biskra de cyclisme avec le concours de la direction locale de la jeunesse et des sports, le tour qui a débuté le 12 mars a été clôturé par la remise des maillots, médailles et coupes aux vainqueurs.

En effet, après que la CAF a décidé de reporter ces deux journées des éliminatoires de la CAN en raison du coronavirus qui a touché une grande partie du continent africain de même que le monde entier, devrait les reprogrammer pour le mois de juin prochain pour pouvoir faire avancer les choses, d'autant plus que le calendrier est chargé entre les éliminatoires de la CAN et ceux du Mondial. Il faut savoir que l'instance africaine souhaite terminer les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations au

mois de septembre prochain au plus tard pour ensuite se porter vers les éliminatoires du Mondial. Il faut dire que tout le monde souhaite que la propagation du virus s'arrête le plus vite possible pour pouvoir faire respecter le calendrier même avec un peu de retard. En tout cas, ce sera bénéfique pour les champions d'Afrique en titre, surtout que le sélectionneur national, Djamel Belmadi, pensait que ce serait difficile pour lui de gérer la situation vu que la majorité des joueurs qui évoluent en Europe ne sont pas dans une forme parfaite, vu qu'ils ne s'entraînent pas avec leurs clubs respectifs

depuis l'apparition de ce virus. Le plus important maintenant est de garder le contact avec eux pour suivre leur situation et voir s'ils s'entraînent en solo et se préparent pour une éventuelle reprise, surtout qu'il ne sera pas facile de se maintenir en forme dans ce genre de situation et qu'il faut donc trouver une solution à ce problème qui l'inquiète sérieusement. Les joueurs savent ce qui les attend et se donneront à fond pour tenter de réussir un retour en force lors des prochains matchs de la sélection.

M. M.

Ligue 1 (22^e Journée)

Le MCA deuxième, l'ASAM aligne son 3^e succès

Le MC Alger, difficile vainqueur du NC Magra 3 à 2, samedi soir en clôture de la première partie de la 22^e journée du Championnat de Ligue 1 de football, s'est hissé provisoirement à la deuxième place, alors que l'autre équipe de la capitale l'USM Alger a renoué avec le succès à l'occasion de la réception du MC Oran (4-1) et l'ASAM Ain M'lila confirme sa bonne santé. Frioui, auteur d'un doublé (23', 37' SP) et Bourdim (55') ont été les artisans de cette précieuse victoire du MCA, désormais nouveau dauphin à trois longueurs du leader le CR Belouizdad qui jouera aujourd'hui contre Paradou AC.

En revanche, le NC Magra reste scotché à la dernière place en compagnie du NA Hussein-

dey qui est revenu bredouille de son déplacement à Ain M'lila (0-1). Les Sang et Or semblaient tenir le résultat nul mais c'était sans compter sur l'opportunisme de Demane, buteur dans le temps additionnel (90+5).

A la faveur de cette victoire, la troisième de rang, l'AS Ain M'lila remonte provisoirement à la cinquième position avec 32 points. A l'opposé, les Sang et Or se dirigent tout droit vers la Ligue 2.

De son côté, l'USM Alger qui restait sur une longue série noire, a renoué avec la victoire en dominant le MC Oran (4-1) grâce à des doublés de Zouari et Benhamouda.

Les hommes de Mounir Zeghdoud dont c'est la première victoire depuis l'entame de la phase retour, occupent la 9^e place au classement avec 29 points, juste derrière son adversaire du jour (30 pts). Marquée

par un huis clos total pour cause de coronavirus, la 22^e journée du championnat de Ligue se poursuit dimanche et lundi, avec le leader CR Belouizdad qui reçoit le Paradou AC, tandis que l'ex-dauphin ES Sétif jouera un match «piège» à domicile face à la JS Kabylie, dans un véritable choc du haut de tableau.

S.Racim

La LFP fixe les dates des prochaines journées

LA LIGUE de football professionnel (LFP) a arrêté les dates des prochaines journées du championnat de Ligue 1 (de la 23^e à la 26^e) ainsi que celle du match en retard entre le MC Alger et le Paradou AC. Ainsi, la 23^e journée de Ligue 1 se déroulera en deux jours, les mercredi 1^{er} et jeudi 2 avril, tout comme la 24^e prévue les 9 et 11 du

même mois. La 25^e journée s'étalera sur trois jours (16, 18 et 19 avril) tandis que la 26^e aura lieu le samedi 25 avril. La rencontre en retard entre le MC Alger et le Paradou AC se jouera le 26 mars à 16h00. En Ligue 2, l'instance chargée de la compétition a fixé le 28 mars comme date de la 24^e journée du championnat.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Mouvement associatif à Béjaïa

48 projets financés

LA COMMISSION mixte jeunesse, sport et mouvement associatif (CJMA) de l'APW de Béjaïa a décidé, au terme de plusieurs réunions, de financer 48 projets associatifs suite à l'appel à projet fait antérieurement. C'est ce qui ressort de la rencontre organisée ces derniers jours à la salle des congrès de la wilaya. Sur 94 projets présentés suite à l'appel de l'APW, il a été retenu seulement 48.

Les autres associations bénéficieront de formations spécifiques, selon qu'elles sont classées en 2^e ou en 3^e catégories. Les projets sont financés à hauteur de 300 000 à 900 000 DA. Les projets retenus toucheront 18 daïras sur les 19 de la wilaya et sont portés par des associations communales.

Un projet pour l'université a été retenu, ainsi que 9 projets d'associations de wilaya. Il y a 7 projets qui portent sur la solidarité, 12 sur l'environnement et le développement durable, 4 sur l'entrepreneuriat social, 9 sur l'éducation et droits des enfants ainsi que 16 projets sur la thématique : culture, démocratie et citoyenneté active.

Ces projets seront cofinancés par l'APW avec le budget de wilaya et la DJS avec le fonds de wilaya à hauteur de 41 000 000 DA.

Parmi les associations retenues, il y a l'Association Gehimab (Groupe d'étude sur l'histoire des mathématiques à Béjaïa), pour le projet «Centre de documentation sur l'histoire de Béjaïa et de sa région», l'Association Idhles Ighil Ouzamour de Draâ El Gaid, pour le projet «Atelier d'arts et de confection-formation création et productivités», pour les handicapés, l'association culturelle les chœurs «Emilira», pour le projet «Béjaïa Patrimoine, ma culture», l'association culturelle et patrimoine Sidi-Ali Oumerzeg de Seddouk qui porte le projet «Promotion du patrimoine culturel, touristique et environnemental», etc.

La répartition se fait selon des paliers prenant en considération la situation financière de la commune concernée.

La commission mixte (APW-Administration) a arrêté cinq thématiques cette année : «Éducation et droits des enfants, Environnement et développement durable ; Solidarité, Entreprenariat social, Culture, Démocratie et citoyenneté active». Une nouvelle politique de répartition des subventions est décrétée.

Celle-ci repose sur des actions à long terme et avec des objectifs bien déterminés : «Depuis l'installation de notre

commission, nous avons fourni un effort considérable pour arrêter une politique de répartition des subventions basée sur la justice, l'équité et la solidarité intercommunale», a fait savoir récemment Assam Yahia, président de la commission. D'ailleurs, lors de la cérémonie de répartition des subventions, tenue ces derniers jours à la salle des congrès de la wilaya, le président de l'APW, Haddadou M'henni, a souligné que «dorénavant, l'APW va suspendre les subventions des actions limitées dans le temps et sans objectifs déterminés et ne financer que les projets ayant un impact direct et certain dans la société».

«Les élus croient en la capacité des associations à contribuer à affronter les difficultés multisectorielles qui plombent le développement local», a-t-on souligné.

Pour la CJMA, «les fonds publics destinés notamment aux associations et au renforcement de la société civile doivent être utilisés de façon rationnelle et durable, afin d'aider nos communes, à travers des dynamiques associatives, à mettre en place des projets de développement local sur le plan social, économique, culturel et sportif».

Pour rappel, l'an dernier, 350 millions de dinars ont été répartis sur 841 associations, soit 49 associations de plus qu'en 2018. Les associations sportives, qui sont les plus nombreuses à l'échelle de la wilaya, ont bénéficié d'une somme importante de 102 millions de dinars, suivies par les associations culturelles qui sont en nombre et éparpillées aux quatre coins de la wilaya (38 millions de dinars), et presque à égalité avec les associations sociales (36 millions de dinars). Les associations dédiées à l'agriculture sont beaucoup moins nombreuses. Elles ont été subventionnées à concurrence de 2,5 millions de dinars, tandis que les associations développant l'artisanat l'ont été avec à peine 500 000,00 DA.

«Systématiquement, toute association formulant une demande de soutien financier reçoit sa quote-part fixe de subvention de fonctionnement selon un barème qui, théoriquement, n'en exclut aucune. La répartition se fait cependant selon six paliers en prenant en considération la situation financière de la commune concernée», fait-on savoir.

Hocine Cherfa

Flambée des prix des fruits, des légumes



LOUIS



Djalou@hotmail.com

Tribunal de Sidi M'hamed

Reprise du procès de l'ancien DGSN Abdelghani Hamel

■ Le procès de l'ancien directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel, de son épouse et de ses fils, a repris hier pour le troisième jour au tribunal de Sidi M'hamed (Alger).

Par Slim O.

Lors de la première audience du procès (mercredi), le tribunal de Sidi M'hamed a auditionné l'ancien DGSN qui a rejeté toutes les accusations en lien avec les affaires de corruption dans lesquelles il est poursuivi, notamment celles de «blanchiment d'argent», d'«enrichissement illicite», de «trafic d'influence» et d'«obtention d'assiettes foncières par des moyens illégaux». Au deuxième jour du procès (jeudi), le tribunal de Sidi M'hamed a auditionné l'épouse

de l'ancien DGSN, Annani Salima, qui a rejeté les accusations portées contre elle, reconnaissant, toutefois, avoir bénéficié de neuf locaux dans la commune de Ouled Fayet (Alger) pour «la réalisation d'une crèche». Le tribunal a aussi auditionné les fils de l'ancien DGSN, Amiar, Mourad et Chafik, également poursuivis dans la même affaire, sa fille Chahinaz, ainsi que l'ex-directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière (Opgi), Mohamed Rehaïmia, et l'ex-directeur de la Régie foncière de

la ville d'Alger, Maachi Fayçal. L'ancien directeur de l'Industrie par intérim de la wilaya d'Oran, Khaldoun Abderrahim, et l'ancien directeur des domaines de la wilaya d'Oran, Maalam Samir, ont été interrogés le même jour. Parmi les témoins convoqués dans cette affaire, figurent l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal, l'ancien wali de Chlef, Mohamed Ghazi, l'ancien ministre des Travaux publics, Abdelghani Zaalane, ainsi que Abdelmalek Boudiaf en sa qualité d'ancien wali d'Oran.

S. O./APS

Tizi-Ouzou

Report des activités commémoratives de l'assassinat de Mouloud Feraoun au 16 avril

L'ensemble des activités commémoratives du 58^e anniversaire de l'assassinat de l'écrivain Mouloud Feraoun, prévues dans son village natal Tizi-Hibel, au sud de Tizi Ouzou, ont été reportées au 16 avril prochain pour cause du risque de la pandémie du coronavirus (Covid-19), a-t-on appris, hier, de l'association éponyme. «Nous nous sommes contentés pour aujourd'hui d'une célébration réduite au strict minimum, juste pour marquer l'évènement, à cause de la pandémie du coronavirus et décidé de reporter l'ensemble des activités prévues pour cette célébration au 16 avril prochain, coïncidant avec la journée du Savoir», a indiqué à l'APS Nessah Mokrane, prési-

dent de ladite association. Plusieurs concours et activités interactives entre des élèves de différents cycles scolaires, primaire, moyen et lycée, prévues en collaboration avec la direction locale de l'Éducation, étaient prévus au programme de cette célébration qui marque le 58^e anniversaire de l'assassinat du célèbre écrivain. Né le 8 mars 1913, Mouloud Feraoun est mort assassiné à Alger le 15 mars 1962, par l'Organisation armée secrète (OAS) opposée à l'indépendance de l'Algérie, à quelques jours de la déclaration du cessez-le-feu entre le Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA) et le gouvernement colonial français. Après des études à l'école

normale de Bouzaréah, il entame une carrière d'instituteur dans son village natal en 1935 qui le mènera en 1957 au Clos-Salembier (Madania) en tant que directeur d'école. En 1939, il a commencé à écrire son premier roman, «Le Fils du pauvre» qui avait obtenu le Grand prix de la ville d'Alger. Il est l'auteur d'une œuvre prolifique à succès, dont «Le Fils du pauvre» publié en 1950, «La Terre et le Sang» 1953, «Jours de Kabylie» en 1954, «Les Chemins qui montent» en 1957, une traduction des «Poèmes de Si Mohand», ainsi que de 3 œuvres posthumes «Lettres à ses amis» publiées en 1969, «L'Anniversaire» en 1972 et «La Cité des roses» en 2007.

Racim C.